

Les Gilets jaunes : un mouvement qui surprend et continue à interroger

A la lecture ou à l'écoute des réactions nous venant de connaissances à l'étranger, nous avons eu plus d'une fois l'impression que, dépendant des informations et des analyses diffusées par les médias, ils n'ont pas saisi la dynamique spécifique du mouvement français des gilets jaunes et en sont restés souvent à une image de mouvement simplement réactif et violent dans ses manifestations. Ce petit texte veut tenter d'en transmettre une image plus proche de la réalité.

Précisons d'emblée que même s'ils sont restés minoritaires en nombre, les gilets jaunes ont été soutenus avec constance par une grosse partie de l'opinion publique, y compris quand la violence des forces répressives a dissuadé de plus en plus de monde de prendre part à leurs manifestations.

En France, les médias dominants se sont intéressés au mouvement des gilets jaunes dès le début, mettant en exergue le caractère surprenant de son éclosion et massif de ses manifestations – décidées sans l'aide d'aucune organisation ayant pignon sur rue et sans demander l'autorisation à qui que ce soit. Mais, dès les premières interventions violentes de la police, ils se sont essentiellement attachés au côté spectaculaire des affrontements pour tenter de le discréditer.

Dès le début, pourtant, certaines des caractéristiques du mouvement pouvaient prêter à réflexion.

La majorité de ceux qui participaient aux manifestations du samedi venaient des petites villes de la France profonde et, n'ayant jamais manifesté auparavant, ne connaissaient pas les « règles » de l'action militante qui consistent à signaler son intention de manifester à la préfecture et à en négocier le parcours. Pour eux, descendre dans la rue pour se faire entendre, c'était exercer son droit le plus strict. Certains allaient même jusqu'à crier « La police avec nous ! », convaincus de leur légitimité. Se voir agresser par les flics, matraquer, gazer, cibler par des grenades et des balles de flashball a été la première surprise, avant que certains commencent à réagir et à s'affronter aux forces de l'ordre.

L'usage des réseaux sociaux pour se fixer rendez-vous a donné leur caractère imprévisible aux manifestations du mouvement, certes, mais les médias qui voulaient voir dans cet usage les raisons de ce qu'ils ne parvenaient pas à saisir oubliaient qu'avant leurs actions de blocage ou de manifestation, les gilets jaunes s'étaient rencontrés physiquement sur les ronds-points, y avaient échangé des idées, sortant ainsi de leur isolement et de leur abrutissement devant la télé et se créant des amitiés et des solidarités nouvelles. C'est d'ailleurs bien cette dimension – la libération de la parole, l'envie de discuter, de découvrir d'autres expériences et d'autres points de vue – qui frappait le plus dans les manifestations des premiers mois. Un élément qui rappelait fort le climat de Mai 68 aux copains qui l'avaient vécu.

La dynamique

La goutte qui a fait déborder le vase dans la vie de ceux qui allaient s'appeler les gilets jaunes a été l'annonce en novembre 2018 de l'augmentation des taxes sur les carburants. Leur colère se comprend aisément : la raréfaction des services publics et des petits commerces dans les zones rurales et l'éloignement croissant des centres-villes encouragé par la spéculation foncière ont rendu l'usage de la voiture indispensable aux habitants de « la France périphérique », que ce soit pour faire ses courses, accompagner les enfants à l'école ou se rendre au travail. Du coup, les médias ont mis l'accent sur le caractère antifiscal du mouvement, le présentant comme une jacquerie poujadiste, une extension nationale du mouvement breton des bonnets rouges en quelque sorte¹.

Pourtant, on n'a pu être que frappé par l'évolution rapide du discours et des revendications. Après la pétition contre l'augmentation du prix des carburants du début, intervenant dans un climat où le soutien de la droite et de l'extrême droite encourageaient les expressions nationalistes et anti-immigrés, voire racistes, les gilets jaunes, partant du constat de leurs communes difficultés

¹ En réponse à ce genre d'allégations, on peut citer, à titre d'exemple, la réponse faite par le groupe de gilets jaunes de Belleville (Paris) dans son tract « A d'autres », repris sur le site de *Mediapart*, et la lettre ouverte au journal *Il Manifesto* envoyée par un groupe de jeunes Italiens vivant à Paris, à lire sur <http://www.archiviolfb.eu/gilets-jaunes-la-stampa-italiana-lettera-aperta-manifesto/>.

croissantes à boucler les fins de mois, sont rapidement passés à une dénonciation de plus en plus argumentée des inégalités (« Nous sommes de plus en plus pauvres, ils sont de plus en plus riches »). Du coup, le soutien des droites a fait rapidement défaut : dès la deuxième semaine de décembre, Wauquiez (chef de la droite classique) demandait le rétablissement de l'état d'urgence et Le Pen prenait ses distances. Dans le même élan, les revendications ont pris un contenu de plus en plus social, même si la dimension fiscale est restée centrale (retour de l'impôt sur la fortune, supprimé par Macron, taxation du transport aérien, mais aussi augmentation du SMIC), et si ni le patronat ni le capitalisme n'ont été mis en cause en tant que tels – une absence de référence à la lutte de classes qui a amené Samuel Hayat à parler de défense d'une « économie morale »², ce qui, à ses yeux, rapprocherait les gilets jaunes de mouvements sociaux antérieurs au mouvement ouvrier. Parallèlement, c'est une critique sans détours de la prétendue « démocratie représentative » qui s'est fait entendre (« Vous ne nous représentez pas, vous n'êtes pas de notre monde »), vite reliée par des revendications de « démocratie directe » : l'introduction du référendum d'initiative citoyenne (RIC) et la convocation d'une assemblée constituante sont devenus et restés des revendications dominantes au sein du mouvement. Ce qui suppose certes une foi un peu naïve dans l'ordre constitutionnel, mais en même temps inscrit la lutte des gilets jaunes dans la continuité des mouvements pour une « démocratie réelle » de la dernière décennie (mouvements des places en Espagne et en Grèce, Nuit debout en France en 2016). Sans doute faut-il y voir l'expression d'une exigence profonde de notre époque.

Enfin il est remarquable que, décrié au départ par les écologistes pour son opposition à une taxe « écologique », le mouvement ait su rapidement prendre en compte la question environnementale dans ses revendications, donnant naissance au slogan qui fera fortune : « Fin du monde, fin du mois, mêmes responsables, même combat ».

L'affrontement

Le terrain de l'affrontement ne peut pas être l'usine, du fait des délocalisations, du démantèlement de ce qu'on appelait les « forteresses ouvrières », des fermetures d'usines qui continuent de plus belle, de la répression interne et de la facilité de licenciement accordée aux patrons, mais aussi de la collaboration syndicale. Le patronat n'est pas perçu comme un ennemi direct, et le Medef ne sera pas directement visé. C'est à l'Etat que les gilets jaunes s'attaquent, car c'est lui qui distribue les allocations sociales insuffisantes, durcit le traitement des chômeurs, ferme les hôpitaux et réduit les services publics, augmente les taxes sur les produits de première nécessité comme les carburants, tout en se gardant bien de taxer le transport aérien et maritime.

Le terrain de l'affrontement, ce sont donc les routes et la rue. On commence par se rassembler sur les ronds-points, puis on passe aux blocages routiers, qui mettent à mal le chiffre d'affaires de la grande distribution (la journée du Black Friday fait un gros flop), et aux levées de péages autoroutiers, qui contribuent à la popularité du mouvement auprès des automobilistes.

Ensuite on va manifester dans les villes proches, et bientôt – en réaction à la provocation macronienne (« S'ils veulent un responsable, il est devant vous, qu'ils viennent le chercher ! ») –, on va chercher le responsable chez lui, à Paris, et on investit les beaux quartiers où s'accumulent les lieux de pouvoir et où on sera sûr d'être vu par les médias – mais qui n'ont guère l'habitude de voir dans la rue des gens en colère ! De plus dans la rue on peut s'organiser tout seuls, sans avoir à obtenir l'accord et l'appui des syndicats. Et dans la rue chacun peut afficher ce qui lui tient le plus à cœur, sur une pancarte et surtout sur son gilet, apportant sa pierre à un ensemble jaune joyeux et combatif, aussi composite que tolérant.

Viser l'Elysée, dans un climat de fête foraine ou de carnaval – comme pour l'épisode du chariot élévateur utilisé pour enfoncer la porte d'un ministère –, mettre le feu à quelques poubelles et tenter de se protéger des agressions policières, tout cela n'a pas grand-chose à voir avec la violence organisée des « radicaux », comme les appelle le pouvoir. Les « radicaux », oui, seront de la partie

dès que les occasions d'affrontement avec la police se feront jour, mais leur violence, elle, est instrumentalisée pour justifier la violence répressive de l'Etat par médias interposés.

L'intervention militante

La diabolisation médiatique des gilets jaunes a, au départ, eu des effets perceptibles y compris sur les militants d'extrême gauche ou libertaires. Mais l'évolution des revendications, le succès relatif obtenu au terme du premier mois de mobilisation et le caractère communicatif des manifestations du samedi ont assez vite levé les réticences de beaucoup d'entre eux, y compris des plus syndicalistes. Du coup, leur participation directe au mouvement a contribué à en infléchir quelque peu le caractère. Dans les manifestations, des drapeaux rouges se sont mêlés aux drapeaux tricolores, des gilets rouges ou orange aux gilets jaunes, les slogans anticapitalistes aux « Macron démission », et des groupes se réclamant des gilets jaunes se sont peu à peu constitués dans les quartiers et les communes de banlieue des grandes villes, dans une ambiance joyeuse et infiniment moins sectaire que celle des réunions militantes « classiques ». Les actions ont commencé à cibler plus directement des grandes entreprises et à marquer un soutien à des luttes de boîte en cours. La notion de « démocratie directe » a elle-même pris un contenu différent, centré sur la pratique des assemblées locales, notamment à la suite de « l'appel de Commercy ». Lequel a ensuite donné naissance à trois « assemblées des assemblées » (AdA), où malheureusement les méthodes du l'extrême gauche partidairer ont beaucoup contribué à noyer la richesse potentielle des échanges sous un interminable jeu de motions et d'amendements singeant le jeu parlementaire. Ces AdA ont toutefois poussé en avant le thème du municipalisme, avec référence à Bookchin et au Rojava, au point que les tentatives municipalistes (listes citoyennes se constituant en vue des municipales, formes assembléaires consolidées) apparaissent aujourd'hui comme le seul « débouché politique » visible du mouvement³.

Dans les manifestations du samedi, l'implication progressive, à partir du mois de janvier, de groupes gauchistes, antifascistes et autonomes, qui ont pratiqué leur sport préféré, pas toujours de façon intelligente, a pris parfois la forme d'affrontements avec la police ou d'attaques contre les symboles du « capitalisme » : guichets automatiques des banques, McDonald's, revendeurs de voitures de luxe, panneaux publicitaires... jusqu'à la journée du 16 mars, où de hauts lieux du luxe des Champs-Élysées ont été dégradés et le Fouquet's incendié sous les applaudissements de milliers de gilets jaunes. Cela a largement contribué à diffuser l'image d'un mouvement pratiquant ouvertement l'affrontement violent, alors que, si l'on tient compte des centaines de manifestations de gilets jaunes qui ont eu lieu sur tout le territoire français, il y a plutôt de s'étonner du bas niveau de violence des manifestants face à la police la plus violente d'Europe et à un niveau de répression sans égal depuis la guerre d'Algérie.

La (non-)réponse du pouvoir

Outre le souverain mépris de classe de Macron pour l'expression du mécontentement populaire, un facteur a joué un rôle non négligeable dans la radicalisation et la persistance du mouvement : le refus de toute concession de la part des individus placés à la tête de l'Etat (du moins jusqu'à la fin 2018, où Macron est obligé d'anticiper des mesures prévues pour les années à venir en lâchant une dizaine de milliards), accompagné d'une répression féroce, largement relayée par une justice aux ordres⁴. Une attitude jamais démentie qui a jeté régulièrement de l'huile sur le feu, au point que plusieurs observateurs se demandaient si Macron était vraiment stupide ou s'il jouait une stratégie d'affrontement à l'instar de Cavaignac en 1848.

³ A cela il faut aussi ajouter une implication dans la bataille pour le référendum d'initiative partagée (RIP) sur la privatisation des Aéroports de Paris, que le gouvernement s'apprêtait à effectuer et qui a suscité l'opposition conjointe de toutes les forces parlementaires non gouvernementales, de gauche comme de droite.

⁴ Au point que l'ONU charge Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili, de présider une commission d'enquête sur l'usage disproportionné de la force contre les manifestants, et que l'ACAT, la LDH, Amnesty International ne cessent de dénoncer les violences policières. Pour des informations détaillées sur les victimes de la répression, voir le site de David Dufresne <http://www.davduf.net/alloplicebeauvau?lang=fr>

On peut aussi se dire que la pratique macroniste consistant à marginaliser et affaiblir les corps intermédiaires, et notamment les syndicats, n'a pas permis à ceux-ci d'assurer le contrôle de la rue, comme ils l'avaient fait lors des grèves et manifestations contre les réformes des retraites effectuées sous Chirac, Sarkozy et Hollande. La méfiance de la majorité des gilets jaunes envers les syndicats, perçus comme cogestionnaires des politiques gouvernementales, n'a pu qu'être entretenue par leur inaction (CGT) ou leur complicité avec le pouvoir (CFDT).

Toutefois, entre janvier et mars 2019, Macron a tenté de renouer une relation avec certains corps intermédiaires en instituant son « grand débat » : à l'opération de propagande en direction de la population et de division/diversion vis-à-vis du mouvement s'est ajoutée une opération de séduction et de pédagogie en direction des maires, de plus en plus nombreux à exprimer une forme de malaise.

Des éléments déconcertants pour la gauche

Beaucoup d'encre a coulé sur la question de la composition sociale du mouvement, dénoncé comme interclassiste par les puristes de l'action ouvrière. Or, il faut bien constater que dans un contexte de désindustrialisation avancée du pays, les figures sociales présentes sur les ronds-points sont celles atomisées du prolétariat péri-urbain⁵ (ménagères, aides-soignantes, infirmières, ouvriers, manutentionnaires, routiers, précaires « ubérisés », chômeurs, retraités)... ainsi que de la part de la classe moyenne mise en difficulté par les crédits immobiliers ou à la consommation. L'importance évidente du rôle des femmes est à la mesure de leur rôle croissant dans un monde du travail où le secteur tertiaire est devenu dominant. Un vrai mouvement, donc, pas une copie des images stéréotypées de la classe ouvrière.

Un autre élément qui déconcerte les gauches est le fait que leurs références historiques (et ses symboles) sont totalement inopérantes. Celles des gilets jaunes sont reprises de la Révolution française de 1789 : les sans-culottes, la *Marseillaise*, le drapeau bleu-blanc-rouge... Un imaginaire de fierté nationale plus que nationaliste ou d'extrême droite, construit dans les années d'école, commun et accessible à toute la population, à l'exception des gauchistes peut-être...

Nous verrons au moment des élections européennes, que, indépendamment du fait qu'une majorité de Français maintient sa méfiance à l'égard des partis et continue à s'abstenir, le spectre du fascisme agité par Macron, qui se présente encore une fois comme dernier rempart contre Le Pen, ne marche plus. La liste macronienne arrivera d'ailleurs en seconde position derrière celle du Rassemblement national de Le Pen (pour laquelle nombre de gilets jaunes semblent avoir voté dans l'idée de faire perdre Macron), en siphonnant les voix de la droite classique, qui dans ses réflexes d'ordre lui accorde toute sa confiance.

Les éléments de force du mouvement des gilets jaunes sont à la fois simples et complexes.

Il utilise la diversité des idées comme une force et pas comme un facteur de division. Il a su se nourrir des discussions internes, n'a pas eu peur des différences d'opinions ni de formes d'action.

Il s'est affirmé comme un mouvement d'action et pas de représentation. Il fait des choses concrètes, il affirme et ne négocie pas.

Il existe dans la rue : c'est ce qui fait son unité interne. Jusque-là, il ne s'est pas divisé selon les clivages électoraux. Sa devise pourrait être : la lutte nous unit, les élections nous divisent.

Il n'a pas de chefs, pas de représentants qui puissent être utilisés comme otages par les médias et le pouvoir en place. Certes il existe un certain nombre de « figures », en partie fabriquées par les médias mais aussi très suivies dans les réseaux sociaux, aux opinions disparates. Autour de certaines d'entre elles se sont constitués des groupes qui donnent le *la* pour l'appel à manifester, et dont les

⁵ La région parisienne est pour le mouvement un monde à part. D'une part, parce que les problèmes des populations qui y vivent sont très différents de ceux qui ont mené à la naissance du mouvement (les transports en commun y étant très développés, on peut y vivre sans voiture, chose impossible à la campagne ; les offres du travail y sont plus nombreuses ; la question du logement est bien plus dramatique qu'en province). D'autre part, du fait du poids des cités de banlieue soumises quotidiennement à une répression sociale et raciale plus marquée. Le mouvement s'y est donc développé plus tardivement, sous l'impulsion et avec une présence écrasante de l'extrême gauche. Et la ville de Paris a été un terrain d'affrontement avec l'Etat plus que d'enracinement du mouvement.

divisions ont des conséquences visibles aussi dans la rue. Mais toute volonté trop évidente de s'imposer comme leader du mouvement a toujours suscité le mépris et a été clairement combattue.

La répression policière (toujours niée par le pouvoir) est d'une intensité jamais connue dans le dernier demi-siècle. A court terme elle produit peur et démobilisation, mais pousse aussi le mouvement à se souder au-delà de ses contradictions. Elle devient même un argument avancé par certains collectifs intervenant dans les « quartiers » des banlieues pour pousser les jeunes qui y vivent à s'impliquer dans le mouvement – avec des résultats fort modestes, que ne suffit pas à expliquer le peu de solidarité suscité par les émeutes de 2005. Faute d'ouvertures gouvernementales et de négociations, l'affrontement devient la seule relation possible avec l'Etat, qui ne cède désormais sur rien. A long terme, en revanche, la répression alimente la perte de confiance en l'Etat, qui donne à voir ses fonctions réelles. Ce qui pourrait ouvrir la voie à d'autres révoltes imprévisibles.

Gato Soriano et Nicole Thé
Septembre 2019

Lectures utiles

Plusieurs dizaines de textes sont sortis sur le mouvement des gilets jaunes. Nous en citons quelques-uns qui nous ont semblé particulièrement significatifs et utiles pour comprendre le mouvement. A la différence des livres, ils sont tous récupérables sur Internet.

Sur le site de la revue *Temps critiques* : « Sur le mouvement des gilets jaunes » et tous les articles suivants parus sur le sujet.

Sur le site de la revue *A contretemps* : F.G. « Eclats de fugue en jaune majeur » et Camille Freyh, « À visages humains », entre autres.

Jacques Chastaing, « D'où vient et où va l'extraordinaire mouvement des Gilets Jaunes »

Yves Cohen, « Les "gilets jaunes" parmi les mouvements sans leader des années 2010 »

Pierre Dardot et Christian Laval, « Avec les gilets jaunes : contre la représentation, pour la démocratie »

Freddy Gomez, « Jeux et enjeux d'une sécession diffuse »

Samuel Hayat, « Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir » ; « Les Gilets jaunes et la question démocratique »

Entretien avec le sociologue Michalis Lianos, « Une politique expérientielle, Les gilets jaunes en tant que "peuple" »

Frédéric Lordon, « Fin du monde ? »

Gérard Noiriel, « Les gilets jaunes et les "leçons de l'histoire" »

Jacques Philipponneau, « Quelques éclaircissements sur le mouvement des Gilets jaunes à l'adresse d'amis étrangers »

Max Vincent, « Remarques critiques sur le mouvement des Gilets jaunes »

Voir aussi les nombreux articles parus sur les sites de *Lundi matin*, mais aussi *Mediapart* et *Reporterre*